

MINISTERE DE LA FEMME, DE LA FAMILLE ET DE L'ENFANCE

SECRETARIAT GENERAL

COMPTE RENDU DE REUNION DE COORDINATION

SP  
A classer par ordre

Ce jeudi cinq février deux mille quinze à dix heures, s'est tenue, à la salle de conférence du Ministère, la réunion de coordination, sous la présidence de Monsieur le Adama Baye Racine NDIAYE.

L'ordre du jour à examiner portait sur deux points :

- 1- Compte rendu des activités
- 2- Divers.

Ont pris part à la réunion : voir la feuille de présence.

Ouvrant la séance, Monsieur le Secrétaire général a félicité la nouvelle Directrice du Centre GINDDI en lui assurant de toute la disponibilité de la coordination à l'accompagner dans la mission que lui a confiée Mme le Ministre. Il a ensuite insisté sur l'importance particulière, pour le Ministère, des activités relatives à l'organisation de la journée du 08 mars et de la CSW.

Abordant le premier point de l'ordre du jour, Mme DIOP du PIDES a fait part à la coordination, de l'état de mise en œuvre du programme en insistant sur la présence d'une mission italienne au Sénégal pour aider à la préparation d'une rencontre devant se tenir en Italie. Elle a aussi informé d'une initiative visant à renforcer les capacités des APDC en vue de les utiliser comme relais dans l'opérationnalisation des activités du programme.

Prenant la parole, Mme Coumba Thiam NGOM a informé la coordination de la participation de la DF à un atelier organisé par la Direction du Capital Humain du Ministère de 'Economie, des Finances et du Plan. Cet atelier a regroupé les parties prenantes aux processus intergouvernementaux de négociation portant sur l'Agenda de développement post-2015. La DF a aussi pris part aux Assises de la société civile sur l'éducation organisées par le COSYDEP. Relativement à l'agenda propre à la DF, Mme NGOM a informé sur les missions de suivi effectuées par sa Direction ainsi que sur la série d'ateliers sur les procédures opérationnelles standards. Les premières formations ont concerné l'axe sud (Kolda, Ziguinchor, Sedhiou). La seconde phase a pour cible la zone nord (Louga, Matam).

A son tour, la Directrice de la DOFEF a partagé sur deux activités relatives à un atelier de renforcement de capacités des femmes chefs d'entreprise avec la coopération Wallonie-Bruxelles d'une part, et d'autre part, pour faire suite à une lettre de l'UMEOA en cette matière, au processus de création d'un cadre national de concertation.

Monsieur Abdoulaye DIENG représentant le Directeur de la DDPEGV a rendu compte de l'organisation, les 30, 31 janvier et 1<sup>er</sup> février 2015, d'un atelier de préparation à la prise en charge des enfants dans les situations d'urgence tenu à Saly Portudal. Il a aussi partagé sur l'idée de positionner dans le système national de protection de l'enfant, un plan de contingence spécifique à la protection des enfants en urgence, en relation avec le ministère de l'intérieur à travers la Direction de la Protection Civile.

A sa suite, la nouvelle Directrice de GINDDI, Mme Baldé, a remercié Mme le Ministre de la confiance placée en sa personne. Elle a aussi remercié tous les collègues qui se sont associés à Monsieur le Secrétaire Général pour la féliciter et lui témoigner leur disponibilité à l'accompagner.

Elle a ensuite partagé sur une mission de sa structure sur Touba pour faire le suivi de trois cas d'enfants retrouvés. Mme Baldé a enfin informé sur l'état de la préparation du Magal de Porokhane en insistant particulièrement sur les difficultés d'ordre logistique relatives à la disponibilité d'un véhicule.

Le responsable de la Cellule de Passation des Marchés (CPM) a informé la coordination de la validation du plan de passation des marchés. Il a mis l'accent sur quelques modifications dont on peut prendre connaissance en consultant le portail des marchés publics. Pour terminer, il a informé sur la disponibilité de l'agenda de formation en matière de marché public. Ces formations, organisées avec l'appui de l'ARMP, commenceront dans les plus brefs délais.

Le chef du Service de l'Action Sociale a rendu compte de l'organisation de l'arbre de Noël et de l'initiative relative à l'organisation d'une colonie de vacances pour les enfants des agents du Ministère. Il a aussi informé sur sa participation à un atelier de formation en leadership et genre organisé par le PIDES. Enfin, M. Sow a proposé qu'on réfléchisse sur les modalités d'organisation d'une fête du ministère à l'attention des agents méritant d'une décoration nationale et de ceux admis à faire valoir leurs droits à la retraite.

Le représentant de la DEEP a partagé avec la coordination sur deux activités auxquelles sa structure a pris part. Il s'agit notamment d'une réunion des points focaux chargés du suivi des activités gouvernementales tenue le 28 janvier dernier et de la rencontre du comité de suivi des contrats de performance de sept Agences d'exécution de l'Etat dont l'Agence Nationale de la Case des Touts Petits.

Il a enfin informé sur un atelier interne à la DEEP relatif à l'élaboration du plan de travail annuel de la structure.

A son tour, M. Dione coordonateur de la Cellule Etudes et Planification (CEP) a attiré l'attention sur le délogement des services du ministère occupant le palier 08 de l'immeuble. Poursuivant son intervention, il a rendu compte du processus d'élaboration de la Lettre de politique sectorielle avec la proposition d'une note méthodologique par le consultant. M. Dione a aussi partagé sur la réunion organisée par la Direction du Budget relativement aux Documents de Planification Pluriannuels(DPPD). Il a terminé par une information sur l'élaboration de son plan de travail annuel en vue d'une meilleure articulation entre la planification et la communication du ministère.

Rendant compte à la coordination, Mme Touré Directrice de la CENAF a partagé sur l'état d'avancement du programme de renforcement de capacités du CENAF en insistant sur la proposition de mesures nouvelles faite à Mme le Ministre pour la construction de quatre nouveaux CEDAF. Elle a aussi informé

sur un accord avec la coopération turque pour le financement de petites unités de transformation qui seront logées dans les CEDAF. De même, la coopération canadienne a accepté de mettre à disposition deux conseillers volontaires pour appuyer la formation en création d'entreprise au profit de jeunes filles sortant des CEDAF. L'objectif est de former 60 jeunes filles par an sur une durée de deux ans. Par ailleurs, un partenariat est en cours avec l'ANPEJ et le ministère de l'environnement à travers l'Agence nationale des éco-villages.

Prenant la parole, le représentant du DAGE a demandé aux administrateurs de crédits de prendre le soin d'envoyer leurs arrêtés vu que les engagements ont commencé. De même, il a demandé à ceux qui souscrivent aux titres 4 et 6 d'envoyer avant vendredi l'état détaillé de l'utilisation prévisionnelle de leur budget y afférent. Il a par ailleurs informé sur le début imminent des séances de renforcement de capacités sur la réforme des finances publiques, Cette formation initiée par le Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan verra la participation de dix agents du ministère déjà choisis en fonction de leur profil et de leur intérêt professionnel pour le sujet.

L'ANPECTP a rendu compte de sa participation à deux activités dont l'une, convoquée par la Direction du Trésor, a trait à une réunion du comité de suivi sur les contrats de performances. L'autre activité est relative à la revue de l'UNICEF.

Reprenant la parole pour faire la synthèse de la réunion, Monsieur le secrétaire général a instruit la Directrice de la Famille à partager la feuille de route pour l'Agenda post-2015. Par la même occasion, il a demandé à toutes les directions d'ouvrir des dossiers similaires et d'enclencher des réflexions profondes sur le sujet, en lien avec les intérêts stratégiques de leurs secteurs respectifs.

Relativement à l'itinéraire interne des correspondances administratives au sein du cabinet, il a rappelé l'obligation de soumettre au visa du secrétariat général toute correspondance devant engager le ministère.

A l'attention de la DOFEF, il a été instruit de redoubler de diligence pour faire suite à la lettre de l'UEMOA.

S'adressant à la DDPEGV, Monsieur le Secrétaire général a accueilli favorablement l'idée d'un plan de contingence spécifique à la problématique de la protection des enfants dans les situations d'urgence. Il a aussi demandé d'associer le Centre GINDDI à l'atelier organisé par le ministère des Postes et Télécommunications sur la protection des enfants en ligne.

Au chef du Service des Affaires Sociales, il a été demandé de partager le compte rendu de la réunion d'évaluation de l'arbre de Noël. L'initiative d'une colonie de vacances au profit des enfants des agents du ministère a aussi été fortement encouragée. Dans ce sens, il a été demandé au SAS de s'atteler à l'élaboration des TDR de l'activité.

Relativement à la participation de GINDDI au Magal de Porokhane, il a été donné instruction au DAGE de diligenter la mise à disposition d'un véhicule pour appuyer la logistique. D'autre part, une lettre d'opposition devrait être apprêtée à l'attention du Patrimoine Bâti pour stopper le processus de déguerpissement du palier 08.

A la DEEP, en relation avec la CT1, il a été demandé de bien veiller au suivi des recommandations du Conseil des ministres et de travailler à un meilleur rendu de compte de l'important travail du MFFE.

Monsieur le Secrétaire général a encouragé le CENAF pour sa volonté d'enrichir son réseau de partenariat avec des structures qui appuient le ministère dans la diversification de ses offres de services. Il a par ailleurs salué l'initiative de trouver des débouchés pour les jeunes filles en fin de cycle dans les CENAF.

A propos de la préparation de la journée du 08 mars et de la CSW, il a été vivement recommandé à la DF, en relation avec la CT1, d'éviter la pression et de s'atteler à réunir les commissions compétentes en vue de proposer la composition de la délégation sénégalaise devant y prendre part. Aussi, serait-il nécessaire de trouver le moyen d'assurer le contact permanent avec la mission sénégalaise à New York pour mieux maîtriser les modalités pratiques de l'organisation de la conférence.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à douze heures.

Fait à Dakar, le 05 février 2015

Le rapporteur

Le président de séance